



CNT - STE 93 - 33, rue des Vignoles - 75020 PARIS - educ93@cnt-f.org- <http://www.cnt-f.org/fte>

C'est l'histoire d'un système éducatif qui saute du haut d'un immeuble. Dans sa chute, à chaque étage, il se dit que jusqu'ici « tout va bien »...

* Dans le primaire :

- **des effectifs dans les classes toujours disproportionnés** (en moyenne 25 élèves), face aux difficultés cumulées liées à l'accueil du handicap, l'allophonie, la misère et la détresse des familles...
- **des évaluations permanentes et/ou informatisées.**
- **le fichage systématique des élèves et du personnel.**
- **les CP/CE1 à 12**, mesure-phare de Macron/Blanquer, celle censée régler tous les problèmes d'apprentissage de l'écriture et de la lecture: se faisant à moyen constant, ce sont tous les autres dispositifs qui disparaissent. Fini « Plus de maîtres que de classes » par exemple.
- **instabilité des rythmes scolaires due aux nombreuses réformes** sans concertation réelle des personnels, par l'éducation nationale ou les mairies, sans jamais mettre les moyens pour que le périscolaire réponde aux besoins des enfants, ce qui aggrave les inégalités entre communes.
- **des conditions d'exercice qui peuvent être déplorables** dues au personnel en sous-effectif constant, l'absence de pause officielle (pas de surveillant.e de récréation) et de matériel hygiénique décent.
- **des locaux insuffisants** et parfois inadaptés à la mise en place des apprentissages.
- **les RASED, dont le démantèlement se poursuit.**
- **la hiérarchisation et le cloisonnement des savoirs** inappropriés et incongrus dès la maternelle.

* Dans le secondaire :

- **des dotations horaires (DHG) en baisse partout**, il n'est quasiment plus possible de mettre en place de quelconques dispositifs spécifiques (suppression des demi-groupes pour les langues ou les sciences).
- **la disparition de ces dispositifs spécifiques, couplée à un manque de personnel**, participent aux explosions de violence dans beaucoup de nos établissements. Le fameux « climat scolaire » se détériore.
- **les heures supplémentaires** qu'on veut massivement nous imposer, épuiser le personnel existant pour compenser la non-création de postes.
- **la réforme du bac renforçant** les inégalités territoriales et sociales. Vers un 9.3 toujours plus ségrégué.
- **la réforme de la formation professionnelle**, dont l'objectif toujours affiché est de répondre à la demande du patronat.
- **la vie scolaire**, en situation précaire et jamais en nombre suffisant pour un réel suivi des élèves.
- **baisse de 20 % des places aux concours**, vers un recours toujours plus massif aux contrats et à la précarité ?
- **peu ou pas de construction d'établissements** dans le 93...Sauf pour le privé.

* Dans le supérieur :

- **la sélection des étudiant.e.s avec parcours sup'** : c'est un tri scolaire et donc social accentué, d'où ne sortiront heureu.ses.x que les meilleur.e.s élèves du secondaire.
- **le manque de place et de locaux** : des filières surchargées, on fait cours dans les couloirs.

*Et à tous les niveaux :

*** la prise en charge catastrophique, honteuse, des élèves en situation de handicap :**

- **monter un dossier MDPH** relève du parcours du combattant, imposant quasiment aux parents d'arrêter de travailler pour pouvoir se rendre à tous les rendez-vous.

- une fois le dossier monté, il y a de toute façon **tellement peu d'AVS/AESH (et pour ceux et celles qui restent, insuffisamment formé.e.s)** que la plupart des enfants ne bénéficient que de quelques heures par semaine de cet accompagnement auquel ils/elles devraient avoir pleinement droit. Les collègues référent.e.s handicap qui démissionnent de leurs fonctions tant il leur est devenu insupportable de recevoir des familles auxquelles ils/elles ne peuvent donner **aucune solution faute de moyen.**

- **les classes d'ULIS qui explosent**, bien au-delà des 12 élèves maximum promis à l'origine, ne permettant pas aux coordinateurs/trices de suivre correctement les élèves.

- **des places insuffisantes en ITEP, IME et dans toutes les structures** censées prendre en charge les élèves aux besoins spécifiques.

*** la suppression des contrats aidés :** en partie responsable de la disparition des AVS, mais également de beaucoup d'emplois administratifs, de vie scolaire...

*** la prise en charge des élèves non-francophones :** les classes d'accueil en nombre clairement insuffisant, qui n'accueillent les élèves qu'un an !

*** des élèves qui vivent dans l'insalubrité et le risque constant d'être expulsé.e.s.**

*** la situation des agents :** partout en sous-effectifs, jamais remplacé.e.s, toujours méprisé.e.s par leurs employeurs.ses.

*** la médecine scolaire qui.... a disparu dans notre département :** des diagnostics qui ne sont pas posés, **le dépistage officieusement à la charge des enseignant.e.s**, des prises en charge qui prennent donc du retard.

*** l'orientation qui devient l'affaire des enseignant.e.s :** la suppression de nombre de CIO, la disparition des « conseiller.e.s d'orientation psychologue » qui deviennent « psychologues de l'éducation nationale » signifie que c'est aux professeur.e.s principales/aux de 3^e que reviennent les conseils sur l'orientation des élèves de 3^e. Et avec « Parcours Sup », c'est reparti en Terminale.

*** la disparition des titulaires remplaçant.e.s** (ZIL ou brigades du primaire / TZR du secondaire) qui sont tout.e.s ou presque affecté.e.s sur des postes à l'année.

- l'emploi massif de collègues sur des contrats précaires de « **contractuels** », alors qu'elles font le même travail que nous.

- l'impression tellement répandue chez les parents d'élèves que les enseignant.e.s sont souvent absent.e.s, qu'énormément d'heures de cours ne sont pas assurées... alors même que nous sommes une des professions les moins absentéistes.

*** le plan de construction de nouveaux établissements gelé, sauf pour le privé qui est augmenté de 20 %.**

Face à ce constat

Il est plus que temps de nous révolter et de construire une école que nous voulons.

Mais d'abord, il faut lutter

*** contre les conditions de travail qui sont devenues les nôtres, de la maternelle à l'université !**

*** contre le sort qui est fait à nos élèves**

en particulier les plus fragiles et les moins doté.e.s socialement !

*** contre cette école du tri, de la concurrence qui veut nous être imposée !**

**RENDONS-NOUS MASSIVEMENT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
ÉTABLISSEMENTS DU 93,
MERCREDI 7 MARS, 18H, À LA BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS
Du 19 au 22 Mars, des actions prévues dans tout le département
Et le 22 Mars, grève pour défendre le service public
Et le 5 Avril, grande grève des précaires de l'Éducation Nationale**